

page 191 lectures

PE

**Toxic Politics: China's Environmental Health Crisis
and Its Challenge to the Chinese State**
Yanzhong Huang

Cambridge, Cambridge University Press, 2020, 282 pages

China Goes Green: Coercive Environmentalism for a Troubled Planet
Yifei Li et Judith Shapiro

Cambridge, Polity Press, 2020, 240 pages

Le monde se rapproche de en plus plus d'un précipice : de multiples points de basculement environnementaux – changement climatique, effondrement de la biodiversité, destruction des écosystèmes naturels... – demandent une action concertée des États et des citoyens. Dans ce mouvement, la Chine occupe une position charnière et paradoxale de deuxième économie mondiale et premier pollueur en agrégat : il est donc inconcevable que des solutions puissent être trouvées aux défis environnementaux mondiaux sans des efforts importants de la part de Pékin. Le changement climatique est aujourd'hui identifié, à Washington comme presque partout en Europe, comme un domaine de coopération nécessaire avec Pékin, dans lequel les tensions géopolitiques caractéristiques du temps doivent être mises de côté.

Dans le même temps, la Chine cherche à se positionner clairement comme leader mondial en matière de protection environnementale et de développement durable. S'éloignant d'une stratégie de développement économique à n'importe quel prix, les dirigeants chinois reprennent le refrain de la protection environnementale, inscrivant même le concept de « civilisation écologique » dans les Constitutions du Parti communiste chinois (PCC) et de la République populaire de Chine (RPC). La Chine est désormais non seulement le plus grand émetteur de CO₂ au monde, mais aussi le plus grand producteur d'énergies renouvelables. En septembre 2020, juste avant que les élections présidentielles américaines ne décident de l'orientation future de Washington en matière de politique climatique, le président chinois Xi Jinping annonçait l'objectif ambitieux d'une neutralité carbone pour 2060. Fin octobre 2021, la Chine accueillera l'importante COP15 sur la biodiversité à Kunming. Plus généralement, le pays intègre de plus en plus son modèle de gestion environnementale à son initiative « Ceinture et Route » et le présente à ses partenaires du Sud à travers des programmes d'échange comme les *Green Envoys*.

Nombre d'écologistes à travers le monde considèrent qu'une approche autoritaire et étatique est le seul moyen de prendre des mesures rapides et décisives pour éviter une catastrophe planétaire. La forme assumée par la Chine d'un « environnementalisme coercitif », du haut vers le bas, constitue donc un modèle de plus en plus visible. La lutte pour sauver la planète pourrait devenir rapidement un nouveau champ d'affrontement des idéologies politiques.

Deux livres récents entrent dans ce débat, offrant un récit nuancé et édifiant de cette nouvelle forme d'écologisme chinoise, de la politique complexe qui la façonne, et de ses limites comme modèle de gouvernance environnementale à la fois local et mondial. Si l'éveil des décideurs politiques chinois au défi écologique est important, les auteurs soulignent cependant les lacunes de la Chine dans ce domaine.

Dans *Toxic Politics*, Yanzhong Huang, *senior fellow* au Council on Foreign Relations, professeur à l'Université Seaton Hall aux États-Unis et expert en politique de santé mondiale, donne un état des lieux approfondi de la crise environnementale en Chine, et de la manière dont elle remet en question la légitimité de l'État-parti. L'ampleur du défi est énorme, avec des centaines de milliers de morts chaque année en Chine du fait de la pollution, et des dizaines de millions d'autres souffrant d'effets chroniques. Huang estime que l'impact économique est également massif et ne fera que s'accroître à l'avenir, ce qui augmente la probabilité que la Chine soit incapable d'échapper au redouté « piège à revenu intermédiaire ». Néanmoins, jusqu'en 2012, explique Huang, quand la dégradation de la qualité de l'air dans le pays a entraîné une crise aiguë connue sous le nom d'« Airpocalypse », la politique environnementale n'était guère considérée comme un champ d'action prioritaire : la destruction de l'environnement constituait un « désastre lent » mais il manquait l'urgence d'un « événement épidémique ». Cette crise était également, en 2012, soumise à des pressions extérieures, notamment celles de l'ambassade américaine qui a mis en lumière l'ampleur du problème auprès des autorités et du public chinois. Il faut aussi noter par ailleurs que cette crise a coïncidé avec la montée en puissance de Xi Jinping à la tête du Parti et de l'État, une transition teintée par des frictions au sein du PCC, notamment avec l'affaire Bo Xilai, incitant les autorités à multiplier les sources de légitimité.

Plutôt que d'être guidée par une compréhension de long terme des défis rencontrés, ce qui permettrait une réponse globale et stratégique, la politique environnementale chinoise reflète désormais une réponse de crise. Pour Huang, c'est la fragilité cachée de l'État chinois qui explique en fin de compte pourquoi ses dirigeants, et Xi Jinping en particulier, attachent désormais une si grande importance à la question environnementale.

Yifei Li et Judith Shapiro poussent plus loin cette idée dans *China Goes Green*. Li enseigne les études environnementales à l'Université de New York à Shanghai et Shapiro est professeur de politique environnementale à l'American University aux États-Unis, avec une longue expérience de travail en Chine sur ce sujet. Ensemble, ils offrent une analyse détaillée et critique de la transformation verte de la Chine. Pour eux, plutôt qu'un véritable effort efficace pour lutter contre la crise environnementale de manière durable, la politique environnementale en Chine constitue un instrument d'extension du contrôle de l'État et du parti sur la société chinoise. En d'autres termes, alors que « l'environnementalisme autoritaire » est supposé être un modèle où des mesures coercitives permettent d'atteindre prioritairement les objectifs environnementaux, les priorités politiques de la Chine sont inversées, et produisent ce que les auteurs appellent « l'autoritarisme environnemental ». Les outils que le gouvernement chinois utilise pour déployer sa politique dans ce

politique étrangère | 2:2021

domaine – y compris les campagnes politiques, la répression, la fixation d'objectifs et la modification des comportements – sont destinés, en fin de compte, au renforcement du contrôle de l'État plus qu'à la protection et la préservation écologiques.

Les deux livres expliquent ainsi que l'approche actuelle de la Chine en la matière est fondamentalement défectueuse. Bien que Li et Shapiro semblent convenir que l'« environnementalisme coercitif » peut avoir ses mérites, et est peut-être même nécessaire, dans une certaine mesure, pour lutter contre la crise planétaire qui nous attend, ils insistent sur le fait que, pour être efficaces, les mesures coercitives doivent être mutuellement convenues avec les populations et les acteurs concernés. Elles doivent donc résulter d'un processus de consultation inclusif, transparent, et adapté au contexte local, qui intègre des acteurs indépendants de la société civile et un respect de l'état de droit pour maintenir le pouvoir de l'État sous contrôle.

Li et Shapiro n'identifient qu'un seul cas de succès tenu des efforts de protection de l'environnement en Chine – la restauration du plateau de Loess sur les rives du fleuve Jaune à la fin des années 1990 et au début des années 2000 –, et concluent que c'est précisément parce que les autorités chinoises ont adopté ici une approche plus souple et consultative que leur politique a réussi. Les auteurs montrent par ailleurs que l'approche trop stricte et imposée par l'État chinois – caractérisée comme une politique à l'emporte-pièce – a conduit à des solutions temporaires à des problèmes tels que celui de la qualité de l'air, mais comme ces solutions sont finalement partielles, avec des résultats inefficaces, elles sont insuffisantes, voire contre-productives sur le long terme.

Sur ces questions, Huang est d'accord : l'efficacité des politiques restera limitée à moins que le gouvernement ne s'engage à moderniser sa boîte à outils, ce qui nécessiterait de profonds changements dans les relations entre l'État et le marché, la structure du pouvoir bureaucratique, et les relations entre l'État et la société. Huang ne peut conclure que la crise environnementale de la Chine marquera la fin de l'emprise du PCC sur le pouvoir – Li et Shapiro non plus – : la capacité de résilience du régime s'est avérée remarquable. Il considère néanmoins que la bataille pour maintenir la légitimité du Parti sera de plus en plus rude au fur et à mesure que la crise environnementale s'approfondira.

En dépit de toutes ces lacunes, la Chine promeut son modèle de gouvernance écologique à l'échelle mondiale. Li et Shapiro détaillent, par exemple, comment le principal projet de politique étrangère de Pékin, la fameuse initiative Ceinture et Route, est désormais présenté comme un vecteur de premier plan du développement « vert » aux caractéristiques chinoises. Ceci, en dépit du rôle central que joue la Chine dans le développement du charbon et de l'hydroélectricité à l'étranger, et de la forme de mondialisation industrielle que défend son projet. L'initiative Ceinture et Route est également connue pour sa nature sino-centrée et l'absence de consultation locale, en dépit du discours officiel sur la « coopération gagnant-gagnant ». Pour l'essentiel, plutôt que d'affronter les faiblesses de son modèle de gouvernance environnementale, la Chine transforme sa formule nationale en politique étrangère : se positionner en tant que référence « verte » (pas

toujours méritée) pour renforcer sa légitimité dans la course au leadership mondial. Grâce au déploiement de nouvelles technologies et méthodes, telle l'analyse du *big data* pour améliorer la surveillance et affiner les outils environnementaux coercitifs, Li et Shapiro établissent également un lien entre la poussée écologiste de la Chine sur la scène mondiale et l'exportation de ses méthodes pour renforcer le contrôle politique.

Huang, quant à lui, souligne un point différent, notant que les efforts de la quête chinoise de leadership mondial reflètent moins une grande ambition stratégique de renverser l'ordre international libéral, que le désir du PCC de préserver sa domination nationale. Dans le même temps, il considère qu'il est difficile d'imaginer que la Chine puisse retrouver sa grandeur d'autrefois si le peuple chinois ne dispose pas d'air pur, d'eau potable et de sols non contaminés. Huang conclut son livre sur une autre considération inquiétante : l'instabilité politique provoquée par la crise écologique pourrait déboucher sur une Chine chancelante et déstabilisée, ce qui pourrait être plus dangereux qu'une Chine affirmative et ascendante.

John Seaman

Chercheur au Centre Asie de l'Ifri

RELATIONS INTERNATIONALES

ARPENDER LE MONDE. MÉMOIRES D'UN GÉOGRAPHE POLITIQUE

Michel Foucher
Paris, Robert Laffont, 2021,
336 pages

Dans ces 300 pages, on lira trois livres. La confession d'un destin privé d'abord : fidélités, hasards, bifurcations, évoqués de façon discrète et parfois émouvante, dessinent une vie professionnelle fort variée, combien plus passionnante, sans nul doute, que celle d'un rejeton de grand corps jamais sorti de ses rails. On suivra ainsi Michel Foucher, des voyages de sa jeunesse en Amérique latine jusqu'à ses visites de diplomate ou de géographe accompli sur tous les continents : Asie, Afrique, Europe, Moyen-Orient..., avec partout l'obsession de saisir, comme universitaire, comme chercheur, comme praticien, comme diplomate, comment s'inscrivent dans l'espace l'affirmation et le développement des sociétés humaines.

Ces pages témoignent surtout d'une confrontation au monde, dans sa dynamique la plus visible : quand la géographie dénonce, organise, modèle, les conflits politiques. À travers, par exemple, la création de l'Observatoire européen de géopolitique de Lyon, structure alors inédite s'adressant à tous les acteurs du jeu international, et au premier chef aux entreprises ouvertes à l'étranger. Mais c'est dans la partie « officielle » de sa carrière, en particulier au ministère des Affaires étrangères (au CAP, au cabinet du ministre puis comme ambassadeur), au tournant des

deux siècles, que les questions les plus opérationnelles sont posées au géographe. Et tout particulièrement sur l'avenir de l'Union européenne, cet ensemble à la fois ferme sur ses principes et mou sur sa géographie, qui n'ose pas penser sa finitude dans l'espace, c'est-à-dire sa capacité à se voir comme corps politique face aux autres.

Car la géographie – et c'est là le troisième ouvrage, qui passe de l'expérience au théorique – ne se contente pas de décrire les paysages comme le croient les élèves ennuyés du secondaire : elle fonde, elle crée. Ce statut de créateur du monde, en particulier du monde politique, s'affirme dans toutes les expériences de terrain relatées : qu'il s'agisse de confronter des étudiants français à l'au-delà d'un paysage familier ou de penser la pertinence des frontières africaines. Émerge alors progressivement de ces pages une véritable théorie de la géographie appliquée à notre temps.

On sait que Michel Foucher est l'homme des frontières : une notion qu'il suit, peaufine, approfondit depuis ses premiers ouvrages. On retrouvera ici avec grand intérêt son approche de ces frontières, conçues non comme des machines infernales à diviser, mais comme des repères permettant, sous des formes très diverses et sur la longue durée, aux communautés humaines de peupler l'espace et d'y coexister. « Le retour de la géographie qui s'observe est le symptôme d'un ordre mondial en transition » : on ne saurait dire mieux en moins de mots... L'analyse « frontériste » de l'auteur est particulièrement utile en un temps de reformatage du système international qui menace de nous ramener aux logiques d'empire, d'influence, d'exclusion du XIX^e siècle.

La pandémie du COVID-19 n'arrangeant certes pas les choses, qui nous écartèle entre évidences universalistes et obsessions nationales.

Quels que soient l'ordre ou le désordre du monde demain, ils s'inscriront dans des géographies de long terme en adoptant des formes peut-être inédites, qu'il nous faut dès aujourd'hui imaginer, et comprendre. Seuls quelques naïfs Européens rêvent encore de se réveiller dans un monde de l'après-puissance, de l'après-histoire, de l'après-géographie.

Dominique David

SUPRÉMACISTES. L'ENQUÊTE MONDIALE CHEZ LES GOUROUS DE LA DROITE IDENTITAIRE

Philippe-Joseph Salazar
Paris, Plon, 2020, 304 pages

« Une idéologie nouvelle, après avoir longtemps incubé, se lève à l'horizon de l'Europe et des États-Unis » : l'hypothèse, qui ouvre l'enquête de Philippe-Joseph Salazar, se vérifie au fil des entretiens multiples qui forment la trame de l'ouvrage – cette idéologie nouvelle pourrait bien structurer dans les années à venir l'évolution politique de nos démocraties.

Tâche centrale pour l'auteur : définir ce qui se cache sous divers vocables : suprémacisme, *alt right* (droite alternative), droite radicale... Au fil des pages, on comprend que, sous des discours aux références variées, et souvent mal compréhensibles, une vision de l'histoire s'organise autour de la notion de race. Mais contrairement au « racisme classique » du temps de la colonisation, qui affirmait la supériorité du Blanc sur

un homme de couleur qu'il s'agissait d'éduquer, il est question désormais de défendre ce Blanc menacé de l'invasion des autres races, dans un processus de séparation – de développement séparé comme on disait dans l'Afrique du Sud de l'apartheid –, et non de domination physique, à l'exception de groupes violents marginaux.

La foi dans « l'existence scientifique des races » de ceux qui se définissent comme « réalistes raciaux » conduit donc à une démarche de « préservation » de la race blanche, de ses traditions, contre les démons de la modernité : les élites apatrides, le néolibéralisme économique qui ouvre les frontières et dissout les sociétés dans un magma universaliste, les valeurs morales « progressistes », etc. La nouvelle « fierté blanche » devient un phénomène international, menaçant d'un bouleversement idéologique des sociétés ayant refoulé leurs problèmes sociaux – la lutte des classes – derrière le *management* social censément a-idéologique mis en place après 1989.

L'enquête est d'abord intellectuelle : on trouvera ici de remarquables références permettant de suivre l'émergence de ce mouvement global qui installe « la race [...] de retour comme élément décisif de la politique ». On pourra être moins séduit par les entretiens eux-mêmes : intéressants par leur géographie (États-Unis, Autriche, Danemark, Croatie, Norvège, Irlande, France, Allemagne...) et leur dimension psychologique voire psychiatrique, ils exposent surtout un fatras idéologique mal appréhendable, voire difficilement pénétrable – en témoigne l'entretien avec Renaud Camus, aimable échange d'intellectuels héritiers de Roland Barthes, sans plus d'analyse de l'idée du « grand remplacement »...

L'intérêt majeur de cet ouvrage est d'installer la question du « suprématisme » comme interrogation centrale sur l'avenir de nos systèmes politiques. Sous un apparent désordre de pensées – l'auteur rappelle justement que le proto-fascisme était, lui aussi, un magma idéologique informe –, une idéologie politique constituée est-elle en train d'émerger ? Les démocraties pourraient être directement menacées par leurs « séparatismes » internes, peu considérés jusqu'à aujourd'hui comme des phénomènes politiques décisifs : l'islamisme d'une part, le séparatisme blanc de l'autre. Étude universitaire, cet ouvrage doit être vu comme une alarme, et un outil d'interprétation de phénomènes politiques d'apparence hétérogène, mais susceptibles de cristalliser en choix politiques cohérents.

Dominique David

HISTOIRE

L'INVENTION DU COLONIALISME VERT. POUR EN FINIR AVEC LE MYTHE DE L'ÉDEN AFRICAIN

Guillaume Blanc
Paris, Flammarion, 2020,
352 pages

Guillaume Blanc se livre ici à une lecture critique et salutaire de cet aspect particulier de la coopération Nord-Sud qu'est la protection de l'environnement à travers l'histoire des parcs naturels en Afrique subsaharienne.

Les premiers parcs sont nés au XIX^e siècle en Amérique du Nord, les Européens suivant quelques décennies plus

tard. Ces derniers, pendant la période coloniale, s'inquiètent de certaines dégradations de l'environnement en Afrique (déforestation, disparition d'espèces animales, avancées des déserts...) et importent la mode de ces conservatoires de la nature que sont les parcs. Après les indépendances, ces politiques sont menées par des agences internationales (Union internationale pour la conservation de la nature [UICN], Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture [UNESCO]) ou des grandes organisations non gouvernementales (Fonds mondial pour la nature [WWF]). Des programmes de recherche sont mis en place, des experts du Nord missionnés. Les gouvernements africains, pour diverses raisons (opportunisme financier, développement du « tourisme vert », *soft power*, opportunité pour la puissance publique de renforcer son emprise sur les espaces ruraux...) s'allient à ces acteurs internationaux pour la mise en place et la gestion des parcs. Ces efforts seront redoublés à partir du rapport Brundtland (1987), qui contribue à inscrire à l'agenda global la notion de « développement durable ».

Cette importation des modes de protection de la nature est, comme le montre l'auteur, problématique. Elle s'enracine dans un imaginaire romantique et colonial où l'Afrique est un éden qu'il faudrait protéger de la souillure de l'homme. Cette mythologie est portée sans discontinuer par différentes littératures (de *Tarzan* au *National Geographic*), imprégnant l'expertise et la mise en place des politiques publiques. La « mise en parc » représente une sorte d'acmé de cette pensée malthusienne, l'idéal-type de ces installations étant une nature débarrassée de ses habitants.

Spécialiste de l'Éthiopie, Guillaume Blanc analyse méticuleusement la mise

en place du parc Simien (dans la région du Tigré) et l'expulsion progressive de ses habitants, au moins de ceux pratiquant des activités économiques jugées « agressives » pour l'environnement par les experts et les autorités. Cette « mise en parc » implacable illustre la manière dont les autorités centrales se comportent avec certaines populations nationales. Ainsi, on arrache des personnes de leur terroir sans se soucier qu'elles puissent retrouver les mêmes niveaux de vie dans les nouveaux espaces qui leur sont assignés.

L'analyse centrale de cet ouvrage peut servir, au-delà des questions environnementales, à l'étude des modes de coopération Nord-Sud : souvent des politiques censées aider les plus modestes sans jamais prendre en compte leur vision des choses. Si le livre est très stimulant, on aura toutefois deux regrets. Sur un tel sujet, on aurait aimé que l'auteur s'attarde un peu plus sur certains concepts clés. Comment par exemple parler de « nature » en laissant de côté l'œuvre monumentale de Philippe Descola ? On regrettera également que les constats de cet ouvrage, très convaincants, ne soient pas mis en regard d'une critique de certains courants de l'écologie depuis ses origines, très malthusiens, et qui considèrent l'homme comme la maladie de peau de la terre – pour paraphraser Nietzsche.

Alain Antil

**DEUTSCHLAND:
GLOBALGESCHICHTE EINER NATION**

Andreas Fahrmeir (dir.)
Munich, C. H. Beck, 2020,
936 pages

La sortie de *l'Histoire mondiale de la France* co-dirigée par Patrick Boucheron

en janvier 2017 avait entraîné de nombreuses polémiques en France. Encensé par la plupart des critiques, l'ouvrage avait aussi été l'objet d'attaques violentes, notamment de l'académicien Pierre Nora – qui considérait que le caractère « décentré » y était exagéré –, mais aussi de polémistes conservateurs, estimant qu'il était partisan, ou allait à l'encontre du récit national communément admis. Mais c'était l'un des objectifs de ce projet – revendiqué comme politique – de Patrick Boucheron, que de faire un « anti-roman national ».

Depuis, le concept a été décliné pour d'autres pays et régions (Italie, Espagne, Sicile, Catalogne, Flandres). Si la version italienne, *Storia mondiale dell'Italia*, parue à l'automne 2017 n'a pas créé autant de polémiques, la version allemande, *Deutschland: Globalgeschichte einer Nation*, parue à l'automne 2020 a été plus discutée, notamment dans les milieux académiques.

Pour Andreas Fahrmeir, qui a dirigé l'ouvrage, l'inspiration du volume français est assez claire. Avec 177 articles et 172 auteurs répartis sur plus de 900 pages, l'ouvrage est organisé en chapitres courts et articulé autour de dates qui ne correspondent pas, de prime abord – dans leur chronologie ou leurs thématiques –, aux événements connus de l'histoire allemande. Par ailleurs, leur rédaction a été confiée à des chercheurs reconnus avec une volonté assumée de remettre en cause nombre d'idées reçues. Un tiers des articles couvre la période allant jusqu'à la rupture de la Révolution française (1789), les deux tiers restants les 230 dernières années. Ce déséquilibre chronologique peut s'expliquer par le titre choisi, la « nation allemande » – qui n'a été discutée et formalisée qu'au XIX^e siècle, notamment après les

Discours à la nation allemande de Fichte en 1808.

L'avant-propos d'Andreas Fahrmeir tente d'expliquer ce qu'il entend par l'« histoire globale ». Mais le défaut théorique de l'ouvrage repose sur le fait qu'il ne la définit pas assez précisément, ni d'ailleurs l'« Allemagne » (née en 1871), ou la « nation » – termes historiquement très controversés. On peut également regretter que cette « histoire globale » – au sens d'évolutions mutuellement interconnectées et en interaction – se consacre presque toujours à l'Europe.

Enfin, l'histoire du communisme est la grande absente de l'ouvrage. Bien qu'il consacre un chapitre au *Manifeste du parti communiste* (1848), l'apparition du mouvement ouvrier y est cantonnée à un phénomène historique du XIX^e siècle. Son évolution vers le communisme au XX^e siècle n'est pas expliquée. Après 1945, c'est le modèle de réussite de la République fédérale d'Allemagne (RFA) qui est au centre du propos, et la République démocratique allemande (RDA) est à peine évoquée. Sur une vingtaine de contributions portant sur la période 1949-1989, une seule concerne spécifiquement la RDA : « Les travailleurs immigrés vietnamiens » (1980). Même la chute du mur de Berlin et la « révolution » de 1989 sont davantage envisagées comme un phénomène interallemand, et une ouverture sur la réunification, que comme un phénomène né en RDA.

L'ouvrage doit certes être lu, dans sa démarche, dans la perspective qu'avait proposée l'ouvrage français. Il doit aussi être lu, dans son contenu, avec les spécificités de l'histoire allemande.

Dans les deux cas, il faut saluer l'exercice, mais aussi en souligner les limites.

Paul Maurice

FRENCH DEFENSE POLICY SINCE THE END OF THE COLD WAR

Alice Pannier et Olivier Schmitt
Londres, Routledge, 2020,
208 pages

Les auteurs ont longuement étudié dans leurs travaux précédents les mutations stratégiques contemporaines et leur influence sur le fonctionnement du système d'alliance euro-atlantique. Dans cet ouvrage, ils adoptent l'angle plus précis des inflexions de la politique de défense française depuis la fin de la guerre froide, qu'ils traitent selon un séquençage chronologique, de 1991 jusqu'à la crise du COVID-19.

La transformation de l'armée de conscription centrée sur la défense opérationnelle du territoire en une armée de métier tournée vers les opérations expéditionnaires a constitué une rupture majeure, analysée à travers l'ensemble de l'ouvrage. Les six chapitres abordent chacun un des aspects plus spécifiques de cette mutation : le champ des relations civilo-militaires, la modernisation capacitaire des armées françaises, l'industrie de défense, le rapport à la dissuasion nucléaire, ou encore les relations avec les pays partenaires. Les auteurs s'attachent en même temps à déconstruire les représentations qui ont guidé la politique de défense française tout au long de cette période : la recherche de la « grandeur », malgré les ressources contraintes d'une puissance moyenne, la quête de l'autonomie stratégique en dépit de la nécessaire

coopération internationale, l'ambition inextinguible – mais souvent déçue – de construire la défense française avec l'Europe.

L'alternance des phases d'apaisement – au sortir de la guerre froide – et de durcissement du contexte stratégique – dans la période plus récente – a aussi bouleversé le rapport du militaire aux différentes dimensions de son métier : son rapport au politique, l'organisation interne des armées – les reconfigurations structurelles et bureaucratiques sont longuement évoquées –, ses relations avec une société qui a du mal à comprendre les tenants et aboutissants d'une action militaire souvent portée loin du territoire métropolitain. D'abord tentés par la normalisation du métier des armes par rapport aux autres secteurs professionnels, les militaires français ont finalement dû réintégrer une dimension épique et guerrière dans leur narratif vis-à-vis de la population et des institutions, durcissement des conflits oblige.

Ce qui fait la force de cet ouvrage, outre sa construction claire et détaillée, c'est aussi qu'il expose, dans chacun des sous-thèmes étudiés, les questionnements particuliers des auteurs de la communauté stratégique française, chercheurs, journalistes, militaires, ou issus de la classe politique, si bien que, par-delà la réflexion initiale centrée sur la France et son débat stratégique, l'ouvrage éclaire les mécanismes qui, plus généralement, influencent la réforme des institutions militaires en démocratie, et la place des représentations dans le comportement des États.

Les indications très complètes qu'il comprend sur le passé, le présent et les enjeux futurs de la politique de défense française font de cet ouvrage un outil

essentiel pour tout professionnel ayant intérêt à approfondir ses connaissances sur la place du militaire en France.

Morgan Paglia

ÉCONOMIE

MAKING THE FINANCIAL SYSTEM SUSTAINABLE

Paul G. Fisher (dir.)

Cambridge, Cambridge University Press, 2020, 300 pages

Les marchés financiers constituent un levier indispensable pour relever les défis écologiques, sociaux et économiques de notre époque. En s'orientant vers des activités durables, les flux financiers peuvent servir de catalyseur pour accélérer la transition vers une économie soucieuse de l'environnement et de l'humain, fondée sur une gestion efficace des ressources. Cinq ans après le lancement des trois initiatives historiques de la communauté internationale en faveur du développement durable – la signature de l'accord de Paris sur le climat, l'accord d'Addis-Abeba sur le financement du développement durable, et l'adoption des objectifs de développement durable de l'Organisation des Nations unies (ONU) – ce livre vient opportunément faire le bilan sur les progrès réalisés et les écueils restant à surmonter.

Paul Fisher a choisi d'articuler l'ouvrage autour de 14 chapitres indépendants, chacun écrit ou co-écrit par différents auteurs. Les contributeurs

engagent leur réflexion dans une perspective pluridisciplinaire (économie politique, théorie financière, études de gestion d'entreprise, sciences politiques et juridiques). Tous mettent l'accent sur les paramètres de la finance durable en Europe. Cette délimitation est pertinente dans la mesure où l'Europe assume dans le monde le rôle de chef de file de la finance durable.

Même si, à première vue, la structure de l'ouvrage n'est pas facile à saisir, il propose bien plus qu'une collection d'essais sur les différents aspects de la finance durable. Les deux premiers chapitres situent le sujet dans son contexte global : comment tracer les contours d'un capitalisme vert lorsque les mécanismes de marché semblent défaillants, incitant de nombreux investisseurs à privilégier la rentabilité à court terme ? Comment intégrer les efforts publics et privés pour réduire l'écart d'investissement afin d'atteindre les objectifs ambitieux que l'Union européenne s'est fixés pour lutter contre le changement climatique ? Les chapitres suivants, plus techniques, concernent les aspects juridiques : le rôle des banques centrales face aux risques climatiques, la réglementation prudentielle des institutions financières, ainsi que la transparence et la responsabilité en matière d'investissement durable. Une série de chapitres examine les voies comportementales des institutions financières, tels l'analyse des risques environnementaux, la gestion d'entreprise, les obligations fiduciaires des investisseurs, l'impact des indices financiers pour l'investissement durable. Enfin, les quatre derniers chapitres mettent en exergue la dimension sociétale de la finance durable : les principes du financement de la transition équitable ou l'intégration des intérêts des citoyens quant au placement de leur épargne retraite.

La lecture est stimulante par le caractère innovant des propos. Dans l'ensemble, les auteurs réussissent à bâtir des ponts entre les milieux universitaires, institutionnels et ceux du secteur de la finance. Une indication plus précise des sources et références aurait parfois été souhaitable. L'ouvrage apporte un regard nouveau sur un sujet controversé. Les auteurs n'hésitent pas à partager leur expertise en proposant des solutions concrètes pour la mise en œuvre des principes de la finance durable, sans pour autant négliger la protection des intérêts économiques et standards européens.

Xenia Karametaxas

COVID-19 ET RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Christian de Perthuis
Louvain-la-Neuve, De Boeck
Supérieur, 2020, 144 pages

Professeur et fondateur de la chaire d'Économie du climat à l'université Paris-Dauphine, Christian de Perthuis analyse ici la réponse collective face à la pandémie pour en tirer des leçons sur la manière dont nos sociétés peuvent faire face à une autre grande menace existentielle : celle du changement climatique.

Rédigé au printemps 2020, cet essai prend directement appui sur l'expérience inédite du confinement et d'une mise à l'arrêt soudaine de la production et des échanges. Cette rupture amène l'économiste à s'interroger sur le parallèle entre crise sanitaire et crise climatique, du point de vue de leurs origines, de leurs temporalités et surtout des mesures prises en réaction par les pouvoirs publics. Dès les premières pages

apparaît ce qui fait la force du raisonnement : sa capacité à clarifier les choix de politique publique en explicitant leurs conséquences économiques et leur incidence sur la trajectoire d'émission de gaz à effet de serre. L'auteur s'inscrit bien dans le débat sur le « monde d'après », non pour proposer un nouveau projet de société, mais dans la perspective d'accroître la résilience des systèmes économiques face aux risques globaux. Il enrichit sa réflexion de références aux travaux d'autres économistes, de sociologues, d'anthropologues et de philosophes : c'est bien l'ensemble des sciences humaines qu'il faut mobiliser pour penser une sortie des crises sanitaire et climatique.

Le chapitre consacré au projet de relance verte de l'Union européenne est particulièrement éclairant, car il permet de mesurer l'intérêt économique et climatique d'un investissement public ciblé sur les solutions bas-carbone, mais aussi de comprendre à quelles conditions le gonflement des dettes peut être soutenable. Deux mises en garde sonnent particulièrement juste dans ce débat européen. La première se réfère aux difficultés sociales associées au désinvestissement des énergies fossiles et au bilan incertain de la relance verte en termes de création nette d'emplois, en particulier dans un contexte marqué par l'accélération de la transition numérique. La seconde pointe la nécessité d'allier investissement public et réforme fiscale à vocation redistributive, sans quoi la cohésion sociale serait menacée et empêcherait aussi toute montée en puissance de la tarification du carbone. Or le débat européen sur la fiscalité est aujourd'hui impossible, dans la mesure où la prise de décision est bloquée par la règle du vote à l'unanimité ; et les lignes ne semblent pas près de bouger, si l'on s'en tient au périmètre de l'Union à 27. Enfin, Christian de Perthuis

dépasse la question des paramètres du plan de relance pour poser les termes d'un débat plus fondamental encore pour l'Europe : celui qui oppose les tenants de la 4^e révolution industrielle à ceux qui font l'éloge de la décroissance comme seule voie possible pour prévenir la multiplication des pandémies, la catastrophe climatique et le déclin de la biodiversité.

On pourra regretter ici que l'auteur se contente d'évoquer les risques de fuite en avant, et d'appeler à donner la priorité au capital naturel, sans véritablement prendre parti. Peut-être faut-il y voir la prudence légitime d'un économiste qui ne veut pas s'aventurer dans le champ du politique, laissant plutôt au lecteur la tâche de se forger un avis en poursuivant ses lectures...

Carole Mathieu

QUOI QU'IL EN COÛTE !

François Lenglet
Paris, Albin Michel, 2020,
252 pages

L'ÉCONOMIE POST-COVID. LES HUIT RUPTURES QUI NOUS FERONT SORTIR DE LA CRISE

Patrick Artus et Olivier Pastré
Paris, Fayard, 2020, 128 pages

Alors que les annonces de plans de relances se multiplient dans tous les pays européens, la troisième vague du COVID-19 nous replonge au cœur d'une double crise : sanitaire et économique. François Lenglet et Patrick Artus en analysent respectivement les tenants et les aboutissants dans leurs nouveaux ouvrages.

L'ouvrage de François Lenglet, journaliste économique français qui dirige aujourd'hui les services économiques de TF1 et LCI, reprend dans son titre la célèbre formule de Mario Draghi énoncée lors de la crise de l'euro et réutilisée par Emmanuel Macron en mars 2020 : *Quoi qu'il en coûte !* Le second livre, *L'économie post-Covid. Les huit ruptures qui nous feront sortir de la crise*, a été co-écrit par Patrick Artus, chef économiste chez Natixis, et Olivier Pastré, professeur d'économie à l'université Paris-VIII. Ces deux livres sont complémentaires. François Lenglet nous livre de nombreux éléments pour mieux comprendre la crise et ses défis futurs, Patrick Artus et Olivier Pastré nous donnent des clés pour y répondre.

Lenglet s'adresse d'abord à des lecteurs soucieux de replacer la crise du COVID-19 dans un contexte global. Il nous met en garde avec pédagogie contre une expansion monétaire excessive, contrairement à ce que prône la théorie monétaire moderne (MMT), qui n'a selon lui, rien de moderne ni de théorique. En effet, à long terme la monétisation excessive de la dette aurait des conséquences désastreuses : elle favoriserait le déficit, l'endettement public et privé, et réduirait la croissance potentielle. Elle pourrait aussi, à terme, miner la crédibilité des banques centrales. Par ailleurs, face à une idée de plus en plus répandue selon laquelle les États ne peuvent faire faillite, il rappelle que l'histoire prouve le contraire : elle est remplie de défauts souverains. François Lenglet, de par ses analyses originales et ses synthèses utiles, donne dans son ouvrage de la profondeur à un débat où sont trop souvent mises en avant des solutions faciles.

L'analyse d'Artus et Pastré est, quant à elle, plus technique, et reflète l'expertise des deux auteurs. Leur livre se présente

comme un ensemble d'analyses sur des aspects précis de la crise. Ils mettent eux aussi en garde contre une monétisation excessive de la dette publique, qui contribuerait non pas à augmenter directement le prix des biens de consommation mais à une augmentation des prix des actifs immobiliers et financiers. Cette politique monétaire contribuerait donc à accroître les inégalités, notamment générationnelles. Ils rejoignent ici un élément clé du livre de Lenglet : les grands perdants de cette crise sont et seront sous de nombreux aspects les jeunes. Après avoir dénoncé eux aussi de « faux débats », les deux auteurs mettent en avant plusieurs ruptures, selon eux essentielles, comme la transformation des emplois de secteurs dont le déclin aura été accéléré par la crise, vers ceux des secteurs de demain. Ils prônent aussi une série de réformes, comme la mise en place d'une taxe carbone ambitieuse pour accélérer la transition énergétique en Europe tout en protégeant sa compétitivité.

L'ouvrage de Lenglet, de par son caractère synthétique et accessible, s'adresse à des lecteurs soucieux de prendre du recul et de replacer la crise dans le temps long. Celui d'Artus et Pastré s'adresse plutôt à des lecteurs curieux d'éléments pratiques, d'analyses précises et d'ébauches de solutions pour sortir de l'ornière.

Hugo Le Picard

SÉCURITÉ/STRATÉGIE

BLOOD, METAL, AND DUST: HOW VICTORY TURNED INTO DEFEAT IN AFGHANISTAN AND IRAQ

Ben Barry
Oxford, Osprey Publishing, 2020,
528 pages

Une première synthèse en un seul volume à propos des guerres d'Irak et d'Afghanistan est donc enfin disponible : concise, perspicace, agréable à lire. Un ouvrage de référence dans lequel Ben Barry utilise son passé militaire – général de brigade, il a servi dans l'armée britannique et jouit d'une grande expérience opérationnelle – et ses fonctions actuelles de chercheur à l'International Institute for Strategic Studies.

Le livre s'organise en 15 chapitres chronologiques. Après un rapide mais intéressant point sur l'expérience opérationnelle américaine et britannique avant 2001, l'auteur débute avec l'intervention en Afghanistan, dont le style est très influencé par les personnalités de Donald Rumsfeld et du général Tommy Franks. Entre 2002 et 2005, il s'agit de stabiliser le pays, mais à moindre coût : dès fin 2001, la planification de l'attaque de l'Irak accapare de plus en plus attention et moyens. Le retour des Talibans ne peut être empêché.

L'auteur enchaîne donc avec l'invasion de l'Irak. Le chapitre consacré à *Cobra II* – le plus volumineux du livre avec 80 pages – décrit toutes les étapes de cette opération à succès. Les lendemains sont néanmoins difficiles. La période 2003-2004 est clairement une « descente

dans le chaos », provoquée par des erreurs stratégiques manifestes, exacerbées par « des tactiques sub-optimales ». Une stratégie de transition, mise en œuvre en 2004-2006, aboutit notamment à un changement de l'équilibre des forces en faveur de la Coalition en Anbar – un tournant dans la campagne militaire.

C'est ensuite la *surge*, qui participe à l'inversion de la situation sécuritaire et permet de restaurer la confiance de la population irakienne dans la coalition. Un éclairage lucide est porté sur les performances de l'armée britannique dans un excellent chapitre dédié à son action à Bassora. Dans le dernier quart du livre, l'auteur revient à la guerre en Afghanistan, d'abord avec la période 2006-2009, jalonnée par la bataille pour le sud du pays, puis au travers du *surge* de 2009, enfin en analysant l'échec de la transition. Le livre comprend également un chapitre non chronologique dédié à l'adaptation des armées américaines et britanniques pendant ces deux conflits, entre autres dans le domaine de la lutte contre les engins explosifs improvisés.

La conclusion de chaque chapitre est l'occasion d'un « audit de la guerre » : quelques paragraphes pertinents et percutants s'attachent à dégager les grandes leçons de ce qui a été décrit. Le dernier chapitre du livre, « Bloody Lessons », y est tout entier consacré. On y retrouve le ton critique de l'auteur. Il qualifie la décision américaine d'attaquer l'Irak en 2003 de « plus grande erreur stratégique de toutes », et conclut son analyse par cette sentence : « Les victimes innocentes du 11 Septembre, [...] les pertes subies par les forces américaines et leurs alliés, et le bien plus grand nombre de victimes militaires et civiles des deux guerres méritaient un bien meilleur leadership stratégique. [...] Ils méritaient bien mieux pour tout

le sang, le métal et l'or dépensés uniquement pour être transformés en poussière.» Ben Barry offre ici un ouvrage de référence, indispensable pour tous ceux qui s'intéressent aux conflits contemporains.

Rémy Hémez

LES MILITANTS DU DJIHAD : PORTRAIT D'UNE GÉNÉRATION

Hakim el Karoui
et Benjamin Hodayé
Paris, Fayard, 2021, 336 pages

Ce livre résulte de l'étude de 1 460 profils de djihadistes européens, dont une moitié de France, l'autre du Royaume-Uni, d'Allemagne et de Belgique, les auteurs ayant limité leur échantillon à ceux qui sont passés à l'acte ou ont cherché à le faire.

L'ouvrage se concentre sur les engagements dans le djihadisme au cours de la dernière décennie (2010-2019), l'enquête s'appuyant sur les sources ouvertes, principalement de presse. Les auteurs affirment avoir composé « la plus grande base de données non étatique » sur le phénomène. En France, la précédente étude du genre s'appuyait sur 137 profils¹. Les études statistiques de larges échantillons sont primordiales, car elles permettent de fonder des conclusions argumentées, de comprendre les parcours d'engagement (origine géographique, catégorie socio-professionnelle, relation à la religion, structure familiale, fragilité psychologique, etc.) et d'élaborer des politiques de prévention.

1. M. Hecker, « 137 nuances de terrorisme. Les djihadistes de France face à la justice », *Focus stratégique*, n° 79, Ifri, avril 2018.

La principale conclusion est ici l'homogénéité des profils français. Le djihadiste européen est un homme jeune, de 24-25 ans, ayant grandi dans un quartier pauvre de métropole à forte population musulmane. Le plus souvent, il est ressortissant de son pays de résidence, où il est né, même si dans deux tiers des cas sa famille est d'origine étrangère. Ce simple constat suggère que l'engagement dans le terrorisme est plus une question d'intégration et d'identité que d'immigration à proprement parler. Un tiers de ces djihadistes sont des convertis, notamment pour les femmes.

Parmi les différences entre échantillons, on note que les djihadistes français sont plus en situation de rupture, ou d'échec, que leurs homologues anglais, parmi lesquels on trouve davantage d'ingénieurs ou de médecins. Une analyse des profils professionnels montre que les métiers liés à la sécurité (agent de sécurité, pompier...) sont sur-représentés. Enfin, on sait depuis Marc Sageman combien le terrorisme est affaire de réseaux de socialisation. En France, le recrutement s'est fait autour de *hubs* de radicalisation bien connus : Lunel, Nice, Roubaix, Strasbourg, Toulouse ou Trappes. L'ouvrage est moins affirmatif sur le lien entre religion et djihad, même s'il décrit une connexion entre conservatisme, rigorisme et revendications identitaires. Mais tous les djihadistes sont loin d'être passés par un « sas salafiste ».

Les auteurs tentent de dessiner deux scénarios pour le « djihadisme des années 2020 ». Le premier reposerait sur des actions violentes plutôt dirigées vers le territoire national, à défaut de disposer de zones d'émigration. Le second est qualifié de « djihadisme idéologique » et découlerait d'une stratégie d'affrontement politique, non violente mais virulente, d'une frange

salafiste. Les expériences passées de Forsane Alizza, Sharia4Belgium ou Al-Muhajiroun au Royaume-Uni tendraient plutôt à relier les deux scénarios.

Les auteurs ont réalisé un énorme travail de collecte et d'exploitation des données. Leurs conclusions sont pourtant fragilisées par la culture administrative française et européenne, qui leur a interdit d'accéder à des données plus exhaustives que celles de la presse. Si ce livre montre la puissance de la donnée, il constitue aussi un plaidoyer pour la création d'une base équivalente à celle dont les États-Unis se sont dotés avec PIRUS (*Profiles of Individual Radicalization in the United States*), de l'université du Maryland.

Nicolas Hénin

NOUVELLES TECHNOLOGIES

NEW LAWS OF ROBOTICS: DEFENDING HUMAN EXPERTISE IN THE AGE OF AI

Franck Pasquale
Cambridge, Massachusetts,
Belknap Press, 2020, 344 pages

L'Intelligence artificielle (IA) et la robotique sont au cœur d'une nouvelle révolution industrielle, dont les effets s'observent dans pratiquement toutes les sphères personnelles et professionnelles. Cependant, relève Franck Pasquale, il serait éminemment dangereux de faire confiance aux machines pour tous les types de tâches.

Dans la lignée d'Isaac Asimov qui, au début des années 1940, imaginait trois grandes lois de la robotique, Franck Pasquale prescrit quatre nouvelles règles qui devraient prévaloir au développement de systèmes robotiques avancés. D'après l'universitaire américain spécialiste du droit de l'Intelligence artificielle à la Brooklyn Law School, il faudrait que les robots et l'IA soient complémentaires aux humains et non qu'ils les remplacent (1), ou qu'ils contrefassent l'humanité (2). Les systèmes robotisés ne devraient pas entraîner d'amplification des diverses courses aux armements (3). Enfin, l'identité de leurs créateurs, de ceux qui les contrôlent et de ceux qui les possèdent, devrait toujours être indiquée (4). Si l'on en croit Franck Pasquale, c'est là la seule façon de s'assurer que la technologie ira dans un sens favorable à l'humanité. Quitte, ajoute-t-il, à ce que ces normes ralentissent les progrès dans le domaine de la robotique avancée.

Les avancées fulgurantes de l'IA fascinent autant qu'elles inquiètent, et les scénarios les plus dystopiques se font jour. Au-delà de s'acquitter de tâches répétitives, sales, dangereuses et coûteuses – dites « 4D » en anglais pour *dull, dirty, dangerous* et *dear* – les robots pourraient sous peu se substituer aux hommes dans tous les domaines. Chauffeurs et médecins, mais aussi juges et soldats pourraient se voir demain remplacés par des équivalents robotiques, dès lors que leurs missions pourraient être automatisées.

Pourtant, nous dit Franck Pasquale, l'IA et la robotisation sont en mesure de rendre le travail humain encore plus précieux – et non l'inverse. Les métiers dans lesquels l'empathie et le jugement humains sont les plus essentiels, tels la santé ou l'enseignement, doivent tirer

profit des avancées technologiques, et pas seulement fournir les données nécessaires à leur propre remplacement. C'est par la coopération avec les robots que les sociétés amélioreront leurs systèmes de santé, d'éducation ou de justice. L'avenir de l'homme serait alors dans son interaction avec la machine : plutôt que sur l'Intelligence artificielle (IA), il faut miser sur l'augmentation de l'intelligence (AI), pour conserver la valeur et le sens du travail humain.

La vigilance est de mise, si nous voulons exploiter l'IA et non finir exploités par elle. Une régulation avisée et l'émergence de nouvelles réglementations sont seules en mesure d'empêcher une dévastatrice course à l'innovation. Et les décisions en matière de régulation ne peuvent se cantonner aux seuls ingénieurs, ni aux seules entreprises. Aussi Franck Pasquale plaide-t-il pour une démocratisation du développement de l'IA, dans une logique de responsabilité partagée.

À contre-courant des spéculations catastrophistes sur les conséquences de la robotisation, *New Laws of Robotics* propose une vision raisonnée et optimiste du progrès technologique, où les capacités, l'expertise et l'intuition humaines sont les éléments irremplaçables d'une économie inclusive.

Laure de Rochegonde

CYBER OPERATIONS AND INTERNATIONAL LAW

François Delerue
Cambridge, Cambridge University
Press, 2020, 552 pages

Cet ouvrage entend montrer que la « guerre » ne constitue pas l'angle

d'analyse le plus pertinent pour étudier la plupart des cyberopérations étatiques. Celles-ci atteignent rarement le seuil requis pour être qualifiées de recours à la force, et les contre-mesures (plutôt que la légitime défense) constituent la réponse à privilégier.

L'analyse est particulièrement utile tant les ouvrages généralistes en droit international portant sur la cybersécurité sont peu nombreux. L'approche adoptée est large, puisque l'auteur choisit de traiter des cyberopérations caractérisées par « the use of cyber capabilities in cyberspace », même si seules les cyberopérations menées ou contrôlées par les États sont ici traitées.

Abordant plusieurs aspects juridiques et techniques importants des cyberopérations – l'attribution, l'imputabilité et la preuve (partie 1) ; l'identification d'un fait internationalement illicite, au-delà du seul droit des conflits armés (partie 2) ; les solutions offertes par le droit international pour les victimes étatiques de ces cyberopérations (partie 3) –, l'auteur rappelle de manière précise et détaillée les règles de droit international applicables, leurs difficultés de mise en œuvre et les solutions envisageables. Balayant un panorama très large, il conclut que si le droit international est utile pour encadrer les cyberopérations, il ne peut apporter toutes les solutions.

Si l'on peut regretter que le plan choisi soit plus thématique qu'analytique, il a le mérite d'être clair, et les développements ne font pas l'économie d'une analyse critique approfondie du droit substantiel applicable en la matière. La lecture n'en est pas pour autant aride, ou réservée aux seuls juristes : elle est recommandée à toute personne qu'intéressent les questions de cybersécurité internationale. L'analyse juridique permet d'évaluer à sa

juste mesure ce qui relève des oppositions de discours politiques, et des réelles difficultés et insuffisances juridiques. L'ancrage se veut aussi technique, l'auteur expliquant clairement, avec de multiples illustrations et études de cas, les enjeux techniques du sujet pour souligner les adaptations requises du droit international.

Cet ouvrage comble un vide dans la littérature spécialisée. Son analyse transversale traite à la fois des cyberopérations et du droit international, d'autres choisissant de suivre seulement certains aspects de la cybersécurité ou du droit. L'approche choisie : nuancée, ouverte, équilibrée quant à l'appréciation des divergences étatiques au regard de l'interprétation du droit, paraît particulièrement intéressante. Alors que les manuels de Tallinn sont souvent présentés comme référence incontournable en la matière – parce qu'il s'agit de la première étude d'envergure sur le sujet –, beaucoup considèrent à tort ces publications comme un simple état du droit existant, alors qu'elles sont bel et bien doctrinales, défendant un point de vue particulier sur le sujet. L'ouvrage de Delerue propose une autre approche doctrinale, pour une confrontation utile des analyses scientifiques. À charge pour le lecteur d'établir sa propre opinion sur les difficultés que posent au droit international les cyberopérations.

Anne-Thida Norodom

GEOSPATIAL INTELLIGENCE: ORIGINS AND EVOLUTION

Robert M. Clark
Washington D.C., Georgetown
University Press, 2020, 368 pages

Robert M. Clark a à son actif une carrière de plus de cinquante ans dans le

milieu du renseignement américain. Ancien lieutenant-colonel de l'US Air Force (USAF), il a été chef de groupe responsable du développement de nouvelles techniques analytiques à la Central Intelligence Agency (CIA). Ingénieur de formation, Robert M. Clark est passé par le Massachusetts Institute of Technology (MIT) et a fait sa thèse de doctorat en génie électrique à l'université de l'Illinois. Après avoir prolongé sa carrière dans le privé, en fondant son entreprise destinée à enrichir l'écosystème du renseignement américain, il est aujourd'hui professeur adjoint à l'université Johns Hopkins. Ce retour dans la sphère académique va de pair avec la publication de nombreux ouvrages. Il a écrit ces dernières années plus d'une demi-douzaine de livres dédiés au renseignement. Dans ce dernier ouvrage Robert M. Clark revient sur l'histoire du renseignement géospatial (GEOINT) et nous introduit aux concepts fondamentaux de ce domaine.

L'ouvrage commence par un retour aux origines du GEOINT : la cartographie. Il nous montre comment le GEOINT s'est construit et a progressé au fil des siècles grâce aux nouvelles découvertes scientifiques et technologiques, mais aussi en bénéficiant de l'apport de nombreux domaines comme la géographie ou encore la géopolitique. L'auteur développe les aspects spécifiques des outils qui composent le GEOINT, tout en replaçant son sujet dans un contexte historique, avec par exemple des chapitres très détaillés sur l'imagerie multispectrale et radar, en passant par le système d'information géographique (SIG). Ces chapitres sont parfois techniques et s'adressent donc avant tout au lecteur ayant quelque intérêt pour les sciences. Cependant, l'auteur fait preuve de beaucoup de pédagogie et de clarté lorsqu'il développe ces aspects

techniques, ce qui en facilite grandement la compréhension. De même, le livre est structuré de telle façon que le lecteur puisse piocher directement à son aise les parties qui l'intéressent. Tous les chapitres sont aussi remplis d'exemples, ou d'anecdotes, détaillant les idées, les inventions, ou encore les chercheurs qui ont eu une influence sur le développement du GEOINT, et rendent la lecture plus vivante. Enfin l'auteur nous montre comment l'utilisation GEOINT a profondément impacté de nombreux domaines en dehors du secteur militaire. L'utilisation du GEOINT est en effet de plus en plus utile aux entreprises, aux administrations, ou aux organisations non gouvernementales.

L'ouvrage est très probablement l'un des livres les plus complets qui existe sur le GEOINT. Il s'adresse à la fois à des professionnels du milieu qui voudraient avoir une vision plus profonde du développement du renseignement géospatial, et à des étudiants de second cycle, étant écrit et organisé comme un manuel. Enfin, par la clarté d'écriture et la pédagogie de l'auteur, il peut aussi toucher un public plus large. Chaque chapitre, bien qu'accessible, demande pourtant un incontestable investissement en temps. Ce livre s'adresse donc avant tout à des lecteurs studieux voulant acquérir ou approfondir une expertise sur le renseignement géospatial.

Hugo Le Picard

ÉTATS-UNIS

OBAMA'S FRACTURED LEGACY: THE POLITICS AND POLICIES OF AN EMBATTLED PRESIDENCY

François Vergniolle de Chantal (dir.)
Édimbourg, Edinburgh University
Press, 2020, 384 pages

L'arrivée d'une nouvelle administration s'accompagne de promesses et d'espoirs d'actions transformatrices. Cet ouvrage examine pourquoi les immenses espérances de changement suscitées par l'élection de Barack Obama, alors comparé à un nouveau Franklin D. Roosevelt, n'ont pu se concrétiser. Au croisement de l'histoire et des sciences sociales, ce travail s'appuie sur l'analyse de nombreux champs et acteurs de la politique intérieure américaine, pour révéler les limites du pouvoir du président Obama, et plus largement de l'institution présidentielle moderne comme moteur de réforme sociale. Les 13 chapitres étudient les enjeux de l'héritage d'Obama liés aux institutions, aux politiques et aux mouvements sociaux.

Volontairement et involontairement, l'administration Obama a contribué à « redessiner les contours du fédéralisme américain ». La première partie de l'ouvrage révèle qu'au-delà des exceptions notables de lois votées au Congrès grâce à une « coalition favorable », le blocage parlementaire a contraint l'administration Obama à utiliser divers outils – ordonnances exécutives, interprétations législatives... – pour tenter de mettre en œuvre ses politiques. Ces initiatives fédérales ont généré une contre-réaction dans les tribunaux et le Congrès, favorisant l'élargissement de

l'autorité des États et de leurs divergences politiques.

Cet examen de la lutte pour la répartition des pouvoirs entre les trois branches du gouvernement fédéral, ainsi qu'entre celui-ci et les États, se poursuit à travers les études de cas de la deuxième partie. Les tentatives de réformes de la politique d'immigration, du développement urbain et de l'assurance santé témoignent des obstacles rencontrés par l'administration Obama dans un climat d'austérité et de forte polarisation partisane. Comment alors protéger cet héritage ? Le chapitre sur l'*Obamacare* montre, par exemple, que les accords conclus par le gouvernement avec les groupes d'intérêts (compagnies d'assurances, associations d'entreprises) ont à la fois exposé la réforme aux critiques des Républicains et de l'aile gauche démocrate, et permis sa survie face aux assauts républicains sous l'administration Trump.

L'inspiration néolibérale et le pragmatisme prudent d'Obama (notamment sur les questions raciales) expliquent également certaines déceptions de la gauche américaine. En réponse au succès mitigé de l'action gouvernementale, différents mouvements populaires s'organisent – tels *Black Lives Matter*, *Occupy Wall Street*, ou des protestations syndicales –, décryptés dans la troisième section de l'ouvrage. En revanche, les mouvements conservateurs comme le *Tea Party* ne sont que ponctuellement mentionnés.

Par des analyses précises enrichies de mises en perspectives historiques, ce livre remet en question le mythe de la « présidence moderne » comme unique et toute-puissante source de changement politique et social, vision soutenue par les portraits idéalisés de

certains présidents « transformateurs », tel F. D. Roosevelt. Cette vision du pouvoir présidentiel a facilité l'élection de Donald Trump, alimentée par les déceptions que ces attentes disproportionnées ne peuvent que susciter, et s'est reflétée dans son exercice du pouvoir.

L'ouvrage est donc particulièrement utile pour comprendre l'héritage d'Obama dans toutes ses nuances, mais aussi les tendances qui ont défini la présidence de Trump, et contraindront les marges de manœuvre de l'administration Biden.

Mathilde Velliet

EUROPE

GOODBYE BRITANIA.

LE ROYAUME-UNI AU DÉFI DU BREXIT

Sylvie Bermann

Paris, Stock, 2021, 264 pages

Goodbye Britannia n'est pas qu'un adieu attristé d'une ambassadrice pleine d'empathie, de culture et d'humour – qui peut aussi être français. Mais c'est aussi le récit d'un *pending accident*, aussi prévisible qu'imprévu, et de la situation qui en résulte.

L'insularité, la nostalgie d'un passé glorieux et mythifié – que les Britanniques raillent eux-mêmes comme « jingoïsme » –, une compréhension et une attente vis-à-vis de l'Union européenne (UE) qui divergent de celles, fondamentalement politiques, des six fondateurs, et une presse « de caniveau » farouchement anti-européenne et xénophobe

dessinent une sorte d'idiosyncrasie britannique qui rendait le pari de David Cameron téméraire.

Néanmoins, tout n'est pas singulier dans le Brexit. Nous sommes tous exposés au désir de « reprendre le contrôle », et au divorce entre les élites et la population. Nous ne sommes pas à l'abri de l'irresponsabilité qui pousse à mettre en jeu l'avenir d'un pays dans une manœuvre de politique intérieure ou d'ambition personnelle, ni d'un mensonge comme celui qui a mené le peuple britannique à se couper de l'Europe.

Sylvie Bermann accompagne son analyse, fondée sur une profonde intelligence des facteurs historiques, sociaux, économiques, culturels, de savoureux portraits des protagonistes, de Theresa May à Boris Johnson : elle ne ménage pas ce dernier, tout en évoquant l'étonnante séduction qui l'a rendu si dangereux.

Son livre nous offre plus qu'une analyse du Brexit. Elle y évoque la relation, si ambivalente, avec la France, mais aussi avec l'Allemagne – y compris dans cette résistance, héroïque autant qu'imaginatoire, au « quatrième Reich » que risquerait de devenir l'UE... L'Angleterre, une fois encore, comme au siècle dernier, résisterait... seule, dans la lignée de Churchill.

L'auteur décrit les enjeux de politique internationale, à la lumière d'une carrière d'ambassadeur qui lui donne une exceptionnelle multiplicité d'angles de vue : ambassadeur à l'UE, à Londres, en Chine puis en Russie, directeur pour les Nations unies entre-temps, elle a acquis une expérience qui éclaire la réflexion sur les stratégies des puissances, le

multilatéralisme et les intérêts européens. Par moments, elle en oublierait presque le Royaume-Uni, ce qui est significatif : dans ce grand jeu mondial, que pèsera-t-il demain, même s'il reste uni ?

Trois mois après la mise en œuvre de l'accord définissant la nouvelle relation du pays avec l'UE, la perspective peu optimiste que dessine Sylvie Bermann pour un Royaume-Uni superbement seul, mais confiant en sa relation spéciale avec les États-Unis et en ses liens avec le Commonwealth, se rêvant en *Singapour on Thames* commence-t-elle à être démentie par les faits ? Oui, diront certains. Après une gestion désastreuse de la pandémie, et en dépit du nombre de morts le plus élevé en Europe, le Royaume-Uni a gagné la bataille de la vaccination, augmente son budget de défense, publie une ambitieuse stratégie globale visant au statut de super puissance technologique, et prévoit d'accroître le nombre de ses têtes nucléaires. Mais, alors que Boris Johnson se vantait d'avoir établi une solide relation avec des « amis », la relation avec l'UE s'engage si mal que les commentateurs la voient durablement déterminée par une négociation non seulement « sans fin », mais difficile et tendue, alors que les troubles en Irlande du Nord valident les inquiétudes sur l'effet du Brexit sur la paix et l'unité du Royaume. Les clés de lecture que nous propose Sylvie Bermann n'en sont que plus pertinentes.

Claude-France Arnould

LE POUVOIR EN MÉDITERRANÉE. UN RÊVE FRANÇAIS POUR UNE AUTRE EUROPE

Wolf Lepenies

Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2020, 292 pages

Cet ouvrage parle bien du rêve ; il n'est pas sûr qu'il parle du pouvoir. Wolf Lepenies se penche ici sur l'idée que se fait, au fil du temps, la France d'une Méditerranée idéale, plus que sur l'exercice effectif d'un pouvoir, d'une action sur les choses. La France projette sur la Méditerranée une conception de la puissance qu'elle voudrait transformer en « pouvoir », mais cela ne se produit jamais. Façon, aussi, d'habiller *a posteriori* des buts divers – pas forcément recommandables, comme la politique coloniale. C'est pour cela que le titre le plus approprié eût été : « Le rêve méditerranéen de la France », lequel au demeurant, est toujours vivant...

L'auteur, en bon historien, nous emmène dans une plongée profonde vers des courants de pensée souvent bien oubliés. Il nous expose la cohérence forte d'une pensée méditerranéenne française, qui s'échine à date régulière à proposer une alternative à des politiques étrangères françaises bloquées à l'échelon européen ou, plus globalement, sur le plan international.

Ainsi, l'obsession allemande de la France après 1870, verrouillant le « front » européen, débouche-t-elle sur la recherche d'espaces nouveaux. La Méditerranée se confond beaucoup avec la *latinité*, et ses défenseurs se dégagent du strict cadre méditerranéen et s'emparent de cette dernière notion pour penser une Amérique « latine » et même une Afrique « latine ». Il s'agit,

face à la barbarie et à la culture nordique symbolisées par l'Allemagne, d'opposer le génie de l'empire romain, dont la France serait l'essentiel dépositaire – assertion moyennement prisée par les Transalpins... Il s'agit aussi de préparer la revanche, en cherchant ou créant des alliances à la fois intellectuelles et militaires.

Des années 1930 à l'après-Seconde Guerre mondiale, les plumes les plus prestigieuses rivalisent pour faire vivre cette « pensée de midi » chère à Gabriel Audisio. Hannah Arendt, Paul Valéry et Albert Camus, mais aussi René Char, en seront les plus visibles illustrations. Pour Camus comme pour Audisio, il s'agit de dépasser le fait colonial en l'insérant dans un ensemble libérateur favorisant l'intégration des deux rives. Wolf Lepenies – et c'est fascinant – montre que cette pensée ne s'est jamais éteinte. La vision méditerranéenne de Nicolas Sarkozy plonge dans ces racines mêmes. Il en va de même pour Emmanuel Macron, qui propose le 14 juillet 2020 « une politique nouvelle pour la Méditerranée », appuyée sur un « multilatéralisme réinventé ».

On peut penser, si l'on veut chipoter, que certains textes très confidentiels – comme celui d'Alexandre Kojève de 1945 sur un « empire latin » – empruntent sous la plume de Lepenies une valeur supérieure à leur réel impact. Mais il faut le remercier de les avoir exhumés et se plonger avec délices dans ce magnifique ouvrage : il nous fait redécouvrir un monde largement disparu, et nous renvoie à nous-mêmes, à nos rêves, à nos fantasmes sur cette mer « toujours recommencée » et aux idées qui s'y attachent, s'y fondent, et n'appartiennent le plus souvent qu'à nous... D'où la profonde désillusion qui baigne, à chaque fois, nos échecs.

Jean-François Daguzan

GERMANY FROM PEACE TO POWER? CAN GERMANY LEAD IN EUROPE WITHOUT DOMINATING?

James D. Bindenagel
Bonn, Bonn University Press, 2020,
224 pages

Ancien ambassadeur américain en Allemagne, James D. Bindenagel consacre une étude riche et documentée à la transformation de la politique étrangère de l'Allemagne depuis son unification. Si le sous-titre de l'ouvrage suggère que l'idée d'une domination allemande en Europe est intégrée aux hypothèses de l'auteur, ce dernier écarte cette perspective en se focalisant sur les aspects positifs du rôle de l'Allemagne en Europe et dans le monde – sans pour autant s'abstenir d'approche critique. Mais l'auteur est à mille lieues de partager les diatribes d'un Donald Trump contre Berlin, même s'il estime, à l'instar de l'ancien président américain, que la politique d'austérité de l'Allemagne, le sous-financement de son armée, sa retenue militaire, ainsi que la priorité accordée à la politique commerciale et à l'accumulation d'excédents commerciaux, affaiblissent le rôle international du pays et l'ordre multilatéral auquel la République fédérale se dit pourtant si attachée.

La première partie de l'ouvrage est consacrée à la chute du Mur de Berlin, à la disparition de la République démocratique allemande (RDA) et à l'unification, à partir d'une réflexion sur le rétablissement de l'intégrité territoriale allemande. James Bindenagel rend ici surtout hommage au caractère pacifique de ce qu'il qualifie de « révolution », évoquant les changements en Allemagne de l'Est entre octobre 1989 et 1990. La deuxième partie est consacrée

au « problème allemand » (qui remplace donc la « question allemande »...) : savoir, le choix impossible entre respect d'une souveraineté nationale dorénavant reconquise et obligations croissantes envers l'Europe. Les prises de position critiques de la Cour constitutionnelle allemande sur les plans d'aide de la Banque centrale européenne (BCE) ou, plus récemment sur le plan de relance de l'Union européenne (UE), en témoignent.

Pour l'auteur, le dilemme – choisir entre respect du cadre national et devoirs envers l'UE d'un côté, et de l'autre entre tentation unilatéraliste et pesanteurs d'un leadership partagé, notamment avec la France – s'inscrit en plus dans un contexte géopolitique peu favorable pour Berlin : unilatéralisme américain sous Trump, défi lancé par la Chine, menaces venant de la Russie, alors que l'Allemagne unifiée avait misé sur un triple partenariat militaire avec Washington, commercial avec Pékin et énergétique avec Moscou. Ces changements tectoniques de l'équilibre mondial accroissent encore la dépendance de l'Allemagne vis-à-vis du cadre européen. Une situation qui pose avec une nouvelle acuité le problème du rôle de Berlin dans l'eurozone (dont les contradictions sont parfaitement mises en lumière par l'auteur), tout comme celui des limites du concept de *Zivilmacht Deutschland*.

Dans la troisième et dernière partie de son ouvrage, l'ambassadeur Bindenagel se fait l'avocat d'un engagement allemand beaucoup plus prononcé au niveau militaire. Pointant les déficits chroniques de Berlin en matière de planification stratégique, et son refus d'admettre la nécessité d'une capacité de prévision stratégique de long terme (*strategic foresight*), l'auteur plaide pour

une politique de sécurité stratégique autonome à l'échelle allemande et européenne. L'Allemagne ne peut plus, à ses yeux, se contenter d'être une puissance de paix (*Friedensmacht*) : elle doit devenir, simplement, une puissance...

Hans Stark

**FRANCO-GERMAN RELATIONS
SEEN FROM ABROAD: POST-WAR
RECONCILIATION IN INTERNATIONAL
PERSPECTIVES**

Nicole Colin et Claire Demesmay (dir.)
Cham, Springer, 2020, 242 pages

La question centrale est ici de savoir si la réconciliation franco-allemande, perçue comme une évidence après 1945 dans les deux pays, avec une valeur symbolique forte dans le monde entier, peut s'appliquer à d'autres situations de conflits. Nicole Colin, professeur à l'université Aix-Marseille et Claire Demesmay, qui dirige le programme France/Relations franco-allemandes de l'Institut allemand de politique étrangère (DGAP) examinent les perceptions « externes » de la relation franco-allemande, à la fois dans une perspective historique et comme moteur d'intégration régionale. Les différentes contributions cherchent à montrer si, et comment, la réconciliation et la coopération franco-allemandes sont perçues comme un modèle dans d'autres régions.

Dans son avant-propos, le ministre allemand des Affaires étrangères Heiko Maas, estime que le fait d'examiner différents conflits dans le monde à travers « la lentille de l'expérience franco-allemande » constitue une approche efficace, même si les conflits sont toujours

uniques et que cultures, histoires, religions et géographies rendent les comparaisons difficiles. L'idée de l'ouvrage est bien que dans nombre de pays touchés par des conflits, l'histoire du rapprochement d'ennemis considérés comme « héréditaires » permet d'ouvrir des perspectives d'apaisement. Mais l'idée que l'exemple franco-allemand constitue un modèle irréprochable, applicable à toute autre situation, transposable à tout autre région, doit être relativisée.

Les auteurs, qui se consacrent à 15 pays différents, analysent les relations franco-allemandes vues « de l'extérieur », mettant en relation les principes de la réconciliation avec les spécificités politiques de leur propre pays. Les situations sont très diverses, les contextes très différents des Balkans à la Pologne, de l'Ukraine à la Russie en Europe, aux conflits israélo-palestinien et indo-pakistanaï, voire au Rwanda et à l'Afrique du Sud. Une approche prenant en compte les dimensions politique, culturelle et des sociétés civiles, des conflits s'impose, pour éclairer aussi les « mythes » du processus de réconciliation. La coopération franco-allemande sert ici de miroir, où les pays « tiers » peuvent considérer leur situation présente, et leur avenir possible.

Si la nature unique de l'expérience franco-allemande rend toute tentative de reproduction irréaliste, il est légitime qu'elle suscite intérêt, enthousiasme, voire fascination dans d'autres régions. Sans constituer un exemple absolu, elle peut servir de référence et d'inspiration utile dans des situations très différentes. Cet ouvrage apporte donc un double éclairage essentiel. Il reconnaît que l'expérience de la réconciliation franco-allemande peut encore fournir un cadre utile pour la résolution des crises en

général. Et il propose quelques recommandations aux acteurs impliqués dans la diplomatie et les relations internationales pour mieux s'approcher, à partir de l'exemple franco-allemand, de la résolution de leur propre conflit.

Paul Maurice

L'ACTION EXTÉRIEURE DE LA FRANCE ENTRE AMBITION ET RÉALISME

George-Henri Soutou (dir.)
Paris, Presses universitaires
de France, 2020, 576 pages

L'Académie des sciences morales politiques a entendu en 2019, sous la présidence de Georges-Henri Soutou, une remarquable série de communications sur l'action extérieure de la France, que reprend cet épais ouvrage. Son intérêt majeur est de tenter de cerner l'actualité de cette action extérieure : ses objectifs, ses moyens, la manière dont elle est reçue, à partir de métiers divers (universitaires, politiques, haut-fonctionnaires) et de points d'observation multiples (français et étrangers).

On sait comme cette action extérieure est centrale dans la définition même de notre culture nationale. Elle doit pourtant être aujourd'hui repensée, dans un monde en voie de dés-occidentalisation accélérée (Jean-David Levitte) et où les intérêts nationaux s'affirment en concurrence de plus en plus ouverte et brutale (Thierry de Montbrial).

Pour une France dont l'un des péchés préférés consiste à se rêver au centre du monde, il est salutaire de s'interroger sur la vision des autres. Parmi de multiples points de vue – on aurait d'ailleurs aimé avoir un « vu de Moscou »... –, on

remarquera le « vu de Pékin » de Marianne Bastid-Bruguière : il existe d'autres mondes que le nôtre, et celui qui s'ouvre n'aura pas vraiment la France pour pôle. Et s'étonnera-t-on franchement de ne trouver, dans la longue narration du Brexit par John Rogister, nulle mention de la négociation menée par David Cameron avec l'Union européenne avant le fatidique référendum ? Comme si celle-ci n'avait été qu'un ballet d'ombres...

Les moyens d'influence (*soft power*) sont ici bien présents : influence des conceptions juridiques françaises, action culturelle proprement dite, place sur le marché de l'art, rôle des scientifiques français (ce dernier ayant été particulièrement interrogé par la pandémie de 2020...).

Sur le couple diplomatie/défense, on remarquera la contribution de Louis Gautier. Il y réaffirme à la fois la pertinence de l'échelon européen pour penser notre sécurité intérieure ou extérieure, et l'échec des projets régulièrement proclamés. Il ne s'agit pas de désespérer du projet de sécurité commune, mais de prendre conscience que le rapprochement des conceptions et appareils européens ne peut intervenir qu'à long terme, en empruntant des voies plus lentes, moins visibles que les plans faits pour le spectacle politique.

Enfin, en un temps où les impasses apparentes de nombre d'opérations militaires extérieures animent le débat public, on lira avec grand intérêt les communications qui leur sont consacrées – particulièrement celles de Benoît d'Aboville et du général Bentégeat –, qui cadrent le débat politique et militaire. Avec quels moyens intervenir ? Avec quels partenaires, tant il est vrai que l'action solitaire appartient au

passé ? Comment identifier l'objectif stratégique, et le terme même de « victoire » est-il toujours approprié ? Et si non, quel est le sens de l'action militaire ?

On ne peut ici résumer la richesse de ces 28 interventions. Si l'action extérieure est une évidence pour toute unité politique, elle nous est, une fois encore, particulière, constitutive de la manière dont la France se pense et est présente au monde. Ce constat, hérité d'une histoire prestigieuse, ne devrait pas empêcher de repenser les objectifs et les moyens de cette action dans un monde qui n'a désormais que peu à voir avec les temps de nos plus grandes gloires. Sans conteste, ce livre intervient à point nommé.

Dominique David

LA FRANCE DANS LE MONDE

Frédéric Charillon (dir.)
Paris, CNRS Éditions, 2021,
280 pages

La question de la place du pays sur la scène internationale est l'une des plus essentielles à l'être national français, qu'on définit souvent par sa territorialité (où s'exprime la citoyenneté), et par sa capacité de projection (physique et métaphorique) dans le monde. Pour avoir toujours été posée, elle s'affirme plus dramatiquement depuis 1940. Rédimée par la geste gaullienne, un peu cachée pendant la guerre froide, elle se repose violemment aujourd'hui. Le livre que dirige Frédéric Charillon tente de définir les moteurs, les terrains, les moyens de la présence française dans le monde, une présence qui reste peut-être « structurante sans être surplombante ».

Sa démarche s'organise en une triple approche des facteurs internes (politiques, sociologiques, économiques) influant sur la posture externe de la France ; des défis contemporains : position des acteurs proches (États-Unis, Allemagne, Grande-Bretagne...), aires stratégiques d'importance (Afrique, Méditerranée, Asie-Pacifique), enjeux religieux renaissants ; enfin, de quelques instruments privilégiés : réseau diplomatique, moyens de projection de force militaire.

Au chapitre des enjeux, l'analyse de Barbara Kunz des oppositions de cultures, de projets, de moyens entre la France et l'Allemagne remet à sa juste place le rêve d'une coopération diplomatico-sécuritaire déterminante : c'est l'existence même d'un moteur franco-allemand en cette matière qui fait question. On pourra trouver étrange la double assurance de Véra Marchand : les États-Unis demeureront plus que jamais (militairement) présents en Europe ; et le Royaume-Uni va continuer à peser, diplomatiquement et militairement. Si les États-Unis voient toujours le Vieux Continent comme point d'appui fondamental de leur puissance, comment être si sûr que les modalités de leur présence n'évolueront pas avec la montée en puissance asiatique ? Quant au brillant affichage du *Global Britain*, le plus vraisemblable est qu'il se fracturera vite sur les réalités économiques post-Brexit. La contribution de Pierre Grosser est remarquable, qui reflète toutes les ambiguïtés de la France dans l'espace asiatique : présence asiatique équivaut-il à puissance asiatique ? Quant au chapitre que signe Joseph Maïla, il rappelle la – dangereuse – difficulté qu'a la terre de la laïcité à penser durablement le religieux comme facteur de recomposition internationale.

En contrepoint de l'excellente description de l'extraversion diplomatique française qu'effectue Christian Lequesne, il est dommage que le militaire ne soit abordé que sous l'angle descriptif des déploiements et interventions extérieurs, sans que soit posée une question essentielle : que pèse l'affirmation de puissance militaire, et donc l'usage de l'instrument militaire, dans la vision spontanée que le pays a de son rapport aux autres ? Autrement dit : le militaire n'est-il pas toujours, ou d'abord, structurant quand la France se pense face aux autres ? L'ouvrage se clôt avec une réflexion sur la notion de « grande stratégie » : cette « grande stratégie », elle est la vision que l'on se forme de soi par rapport aux autres sur la scène internationale ; et dans la construction de cette vision, la distribution des instruments diplomatique et militaire est fonctionnelle.

On trouvera dans la brillante cavalcade conduite par Frédéric Charillon nombre de thèmes à approfondir, à disputer, à contester : c'est le but. À un moment crucial, conclut l'auteur : que le monde poursuive sur son erre, ou qu'il change de chemin, la place de la France devra s'y redéfinir.

Dominique David

ASIE

PENSER EN CHINE

Anne Cheng (dir.)
Paris, Gallimard, 2021, 560 pages

Voici une lecture incontournable tant pour les spécialistes de la Chine que

pour le public désireux d'aller au-delà des poncifs et clichés sur les « 5 000 ans d'histoire de la Chine » et sur une « pensée chinoise » unique et immuable. Seize auteurs de six pays différents (France, Chine, Australie, Canada, États-Unis, Suède), analysent les facettes de la société chinoise d'aujourd'hui.

L'ouvrage décrypte nombre de débats philosophiques et intellectuels de Chine. Le sinologue australien John Makeham et Ge Zhaoguang, professeur à l'université de Fudan et spécialiste de l'histoire intellectuelle chinoise, apportent des analyses complémentaires sur l'évolution du concept d'universalisme en Chine, et de la vision de la place de la Chine dans les relations internationales. Makeham décrit la dynamique de « sinisation » des sciences sociales en Chine dans les années 1990, en opposition à ce qui était alors perçu comme « l'hégémonie de la philosophie occidentale ». Le débat sur l'adéquation entre les « valeurs chinoises » et les « valeurs universelles occidentales » a émergé dans les années 2000, puis il a été tranché politiquement avec l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2012. Toute discussion sur les « valeurs universelles » est purement et simplement interdite aujourd'hui, sauf pour les critiquer. Alors que le carcan du Parti s'est resserré sur les intellectuels et les universitaires, une poignée d'entre eux a, au contraire, été promue pour leurs travaux sur le particularisme de la pensée chinoise et la synthèse entre philosophie confucéenne et « socialisme aux caractéristiques chinoises ».

Ge Zhaoguang critique pour sa part le retour en grâce du concept ancestral de *tianxia*, « tout ce qui est sous le ciel ». Nombre d'intellectuels contemporains promeuvent une vision fantasmée du

tianxia, où la Chine serait un « empire-monde » pacifique, harmonieux et unifié. Ge dénonce cette lecture biaisée du *tianxia*, qui repose en réalité sur la dichotomie, bien moins irénique et inclusive, entre intérieur et extérieur de l'empire, entre civilisés et barbares, et entre supérieurs et inférieurs. Le néo-confucianisme politique qui promeut cet « impéριο-mondialisme » est mis au service des ambitions du Parti pour supplanter le modèle capitaliste américain au centre des relations internationales.

La réinterprétation de l'histoire chinoise est une constante actuellement en Chine, et transparaît au long de l'ouvrage. Le chapitre de Damien Morier-Genoud, en particulier, fournit une analyse passionnante du travail de l'historien chinois qui navigue entre l'autonomie intellectuelle et l'orthodoxie historique indiscutable du Parti – ce que l'auteur appelle « l'histoire officielle et les histoires parallèles ». L'historien Qin Hui, fervent défenseur du constitutionnalisme, que nous fait découvrir David Ownby, a fait les frais de cette orthodoxie, et est aujourd'hui censuré. Le funambulisme intellectuel est expérimenté par de nombreux chercheurs en Chine, dans le contexte d'un verrouillage de la pensée que constatent tous les auteurs, notamment Sebastian Veg dans son chapitre sur la marginalisation des intellectuels d'élite depuis 1989.

On retient enfin le chapitre de Nathan Sperber sur le capitalisme d'État en Chine, concept souvent mal compris qu'il décrypte de manière éclairante, ainsi que le chapitre de Magnus Fiskesjö, très complet sur un sujet aussi massif que complexe : la répression des Ouïghours au Xinjiang.

Marc Julienne

SHADOWS ACROSS THE GOLDEN LAND: MYANMAR'S OPENING, FOREIGN INFLUENCE AND INVESTMENT

Simon Tay

Singapour, World Scientific

Publishing, 2020, 476 pages

Cet ouvrage retrace tout d'abord l'histoire compliquée de ce pays, si compliquée d'ailleurs que les malentendus s'accroissent et alimentent les tensions récurrentes entre acteurs locaux et étrangers (chapitres 1, 2 & 3). Pour approfondir et illustrer son propos, l'auteur consacre deux chapitres (chapitres 6 & 7) à la crise « simple et complexe » des Rohingyas, illustration exemplaire de ces malentendus.

Son deuxième intérêt est d'expliquer dans quel état d'esprit les Birmans engagent des relations avec leurs partenaires étrangers. Nombre d'illustrations sont données de l'isolement que l'armée birmane – la Tatmadaw – a imposé à la population entre 1962 et la fin des années 1990, et de ses conséquences : d'un côté, une population désireuse de « normaliser » ses relations avec d'éventuels partenaires ; de l'autre une armée, indifférente aux opinions qu'on a d'elle, touchée par un complexe obsidional qui ne s'épuise pas, comme l'ont montré les récents événements.

Troisième intérêt de l'ouvrage : le bilan de la transition économique entreprise depuis 2012, et des besoins d'une économie qui était encore en forte croissance avant la pandémie et le coup de force du 1^{er} février 2021.

Dense et détaillé, ce livre donnera à l'homme d'affaires pressé le sentiment de comprendre à la fois le contexte général, l'histoire et les enjeux à venir, ainsi que les mentalités si spécifiques à

ce pays ; dans une économie « en or » (*Golden Land*), bien nantie en matières premières et dont les opportunités paraissent infinies tant le niveau de départ était faible, ces paramètres – leur présentation demeure toutefois académique et souvent descriptive – permettent un premier défrichement utile.

Alors que la communauté internationale avait crié haro sur l'attitude de l'Armée, comme sur celle d'Aung San Suu Kyi après la crise des Rohingyas (laquelle a provoqué un vrai coup d'arrêt aux investissements directs étrangers et aux flux touristiques), Simon Tay incite dans ce texte publié en 2020 à aller au-delà : « seules des interactions régulières et dynamiques permettraient de construire le Myanmar de demain ». Au printemps 2021, l'argument mérite qu'on s'y arrête ; en filigrane, se dessine le sujet très sensible de la responsabilité politique et sociale des entreprises et investissements étrangers dans des pays aux régimes encore instables, où les dirigeants peuvent ne pas hésiter à violenter – à mort – les populations.

On pourra regretter que Simon Tay valide trop rapidement les arguments en faveur du rôle central de l'armée, et préconise une coopération plus engagée de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) d'Aung San Suu Kyi avec les principaux dirigeants de la Tatmadaw. L'impact des militaires sur les circuits économiques, leur prédation des processus décisionnels, ne sont pas présentés dans leur juste proportion. Peut-être la fin de la lecture laisse-t-elle entrevoir un malentendu supplémentaire entre les lecteurs occidentaux que nous sommes et l'auteur, chinois singapourien qu'il est : au fond, pour ce dernier, le processus politique et la transition

démocratique passent bien après les opportunités économiques.

Sophie Boisseau du Rocher

**VARIETIES OF STATE REGULATION:
HOW CHINA REGULATES ITS SOCIALIST
MARKET ECONOMY**

Yukyung Yeo

Cambridge (Massachusetts),
Harvard University Press, 2020,
220 pages

Les déboires de Jack Ma rappellent qu'aucune entreprise, d'État ou privée, ne peut s'émanciper d'une régulation par le Parti communiste dans un pays où la propriété d'État, la planification et le parti sont cruciaux. Les modalités de cette régulation ont évolué dans le temps, et cette évolution est ici analysée en s'appuyant sur les variations observées dans le fonctionnement de trois types d'institutions : les droits de propriété, les structures de gouvernance, et les différentes conceptions du contrôle.

Les droits de propriété sont un élément central. La grille de lecture ne doit pourtant pas reposer sur une opposition public-privé, mais plutôt sur les différents niveaux de propriété, notamment central *vs.* local. Dans un marché donné, différentes institutions peuvent générer différentes formes de régulation. En Chine, la nature et les modalités de l'intervention de l'État sont passées d'un modèle de contrôle arbitraire et discrétionnaire (planificateur) à un modèle fondé sur des règles (régulateur). Des mécanismes de marché ont progressivement été introduits dans l'économie, mais le contrôle du parti ne se limite pas à la conformité des règles ou à la concurrence. Il joue un rôle actif,

particulièrement dans les secteurs considérés comme stratégiques, où il s'assure que sa ligne directrice est bien suivie. Le contrôle des entreprises sous l'autorité de l'État central est principalement exercé par la State-Owned Assets Supervision and Administration Commission, mais les entreprises privées n'échappent pas à d'autres formes de contrôle.

Les structures de gouvernance reflètent les règles qui sous-tendent les relations de pouvoir entre les différentes autorités, ainsi qu'entre l'État et les firmes, dans les différents secteurs. Une gouvernance structurée verticalement et centralisée peut être fragmentée horizontalement, avec des chevauchements d'autorité. De même, une gouvernance structurée horizontalement et décentralisée peut avoir différentes relations de pouvoir avec le gouvernement central, en fonction de qui détient le pouvoir de décision. Cette grille de lecture permet de mieux comprendre pourquoi le degré de propriété publique n'est pas le seul déterminant de la régulation en Chine.

Quant aux conceptions du contrôle, elles renvoient à la façon dont s'opèrent les interventions de l'État dans les différents secteurs, ce qui dépend assez largement du contexte historique dans lequel s'est construit chacun d'eux.

Pour illustrer son propos, Yeo propose deux exemples : l'industrie automobile et l'industrie des télécommunications. L'auteur a conduit 102 interviews de cadres de niveau intermédiaire, de gestionnaires d'entreprises publiques et de chercheurs, afin d'identifier incitations et contraintes politiques auxquelles font face les dirigeants. Ce choix permet de comparer deux secteurs stratégiques : le premier très décentralisé fait l'objet

d'une régulation *soft* et le second, très centralisé, d'une régulation *hard*.

Ce livre est très instructif, agréable à lire, et bien documenté. On regrettera quelques manques de précision dans la prise en compte des différents niveaux hiérarchiques et dans la définition de ce qui est « local ». Mais en se situant comme alternative aux analyses néo-classiques ou purement étatiques, cette approche enrichit la connaissance du fonctionnement de l'économie chinoise.

Mary-Françoise Renard

MOYEN-ORIENT

THE SHADOW COMMANDER: SOLEIMANI, THE U.S., AND IRAN'S GLOBAL AMBITIONS

Arash Azizi

Londres, Oneworld Publications, 2020, 304 pages

Arash Azizi dresse ici le portrait de Qassem Soleimani, général iranien commandant de la force Al-Qods, le prestigieux corps d'élite en charge des opérations extérieures et clandestines au sein des Gardiens de la révolution islamique d'Iran.

Si le nom de Soleimani était peu connu en Europe occidentale avant qu'il soit tué le 2 janvier 2020 par une frappe de drone américain sur le tarmac de l'aéroport de Bagdad, il l'était davantage en Amérique du Nord pour son rôle déterminant dans l'insurrection contre les troupes américaines en Irak. Après y

avoir orchestré la politique de subversion contre l'occupant américain, il a joué un rôle central dans la défense du régime syrien et dans la lutte contre l'État islamique en Irak.

Pourtant, rien n'indiquait dans le parcours du jeune Soleimani qu'il finirait par avoir une telle influence sur les affaires de son pays, en Iran et au Moyen-Orient. Issu d'un village de Kerman, province située aux marches de l'empire du Shah, d'origine modeste, il s'engage dans les Gardiens de la révolution pour défendre son pays. Ses qualités de combattant et de chef militaire pendant la guerre Irak-Iran lui valent d'être remarqué et de gravir les échelons de ce corps paramilitaire, érigé en bras idéologique du régime. Une fois la guerre avec l'Irak terminée, Soleimani mène la lutte contre les trafiquants de drogue et les contrebandiers qui sévissent à la frontière avec l'Afghanistan. La guerre civile qui ravage le pays au début des années 1990 le conduit à Kaboul, où ses rencontres avec les chefs de l'Alliance du Nord préfigurent la suite de sa carrière, partagée entre le terrain et des rencontres régulières avec les chefs politiques de la région.

Ses interlocuteurs décrivent un personnage modeste, courtois et charismatique. Un ancien chef du Mossad, interrogé dans une enquête publiée par le *New Yorker*, résumait ce subtil mélange en mentionnant qu'« il était politiquement intelligent ». Ce sont certainement ses capacités d'adaptation qui lui ont permis d'aborder sans les antagoniser des personnages politiques comme Nouri al-Maliki en Irak, Hassan Nasrallah au Liban, et de manière plus anecdotique le président russe Vladimir Poutine, à qui il rend visite personnelle en juillet 2015 pour lui demander d'appuyer le régime syrien. Soleimani a

été aussi favorisé par le hasard des rencontres, et notamment celle d'Ali Khamenei, président de la République islamique dans les années 1980 et Guide suprême à partir de 1989, qui l'a nommé à la tête d'Al-Qods en 1998.

En dépit de l'habileté de l'auteur, qui parvient à convaincre du sérieux de son enquête grâce à un grand nombre de sources iraniennes, et à ses allers-retours constants entre l'histoire individuelle de Soleimani et l'histoire de l'Iran, des zones d'ombre persistent sur le personnage. Indéniablement, le travail d'historien sur Qassem Soleimani n'est pas terminé et ses futurs biographes devront composer avec plusieurs récits : la version écrite par le régime iranien – celle du héros, icône de la martyrologie chiite – ; la version de cet ouvrage, qui dresse le portrait d'un homme d'action estimé tant par ses adversaires que ses alliés... On attend désormais l'histoire personnelle, plus secrète, de l'homme et de la réalité de sa place dans les réseaux de pouvoir en Iran et au-delà, dans les pays voisins.

Morgan Paglia

RUSSIE

LE MONDE VU DE MOSCOU. DICTIONNAIRE GÉOPOLITIQUE DE LA RUSSIE ET DE L'EURASIE POSTSOVIÉTIQUE

Jean-Sylvestre Mongrenier
Paris, Presses universitaires
de France, 2020, 680 pages

Jean-Sylvestre Mongrenier, géopolitologue et spécialiste de la Russie, nous

présente ici un ouvrage qui, sous la forme d'un dictionnaire, rassemble les clés de lecture de la vision du monde selon le point de vue russe. Empruntant la forme d'un guide de référence, l'auteur détaille toutes les notions qui entourent la politique étrangère du pays et les concepts géopolitiques mis en œuvre.

Ce dictionnaire, bien fourni, ne se lit pas de façon linéaire : comme tout guide, il se parcourt selon les besoins et les curiosités du lecteur. L'introduction constitue néanmoins l'étape incontournable qui donne au lecteur les bases du démarrage. Les propos liminaires de l'auteur remettent en perspective les récents développements diplomatiques russes : tensions avec l'Occident, rapprochement avec la Chine, retour au Moyen-Orient depuis l'intervention en Syrie, place de l'Ukraine dans l'identité géopolitique russe... Avec le renouvellement géopolitique de la Russie au XXI^e siècle, l'auteur met en abîme les débats ouverts dans l'élite du pays sur l'orientation stratégique à adopter.

Par ses multiples entrées de lecture et ses renvois, l'ouvrage nous rappelle certains fondamentaux – eurasisme, *heartland*, panslavisme –, mais aussi la découverte de personnes, d'organismes et de lieux incontournables, qui pèsent dans les bases géopolitiques contemporaines de Moscou. L'itinérance suivra le seul intérêt du lecteur. À la fin de chaque entrée, l'auteur renvoie le lecteur aux thèmes associés, ce qui incite à une lecture personnalisée et assez libre.

On relèvera que les différents thèmes abordés sont de longueurs inégales : l'entrée *miagkaïa sila* – pouvoir doux – est définie sur deux lignes, tandis que celle sur la Lettonie s'étend sur plus de quatre pages. De la définition d'un concept à la compréhension de l'importance d'un pays, cet ouvrage recense tous les paramètres influençant la diplomatie et la stratégie russes à l'international. Ainsi la lettre « r » passe-t-elle en revue les relations diplomatiques entre la Russie et de nombreux pays à travers le monde. L'entrée Russie/Éthiopie, par exemple, rappelle les liens noués entre les deux pays pendant la guerre froide. À présent, Moscou assume cet héritage et s'appuie sur les liens humains comme la formation d'étudiants pour maintenir une action diplomatique solide sur ce pays de la Corne de l'Afrique. L'auteur aborde aussi des lieux déterminants, comme le laboratoire Vektor, centre de recherche pour la virologie et la bactériologie, fondé à l'époque soviétique, situé dans la région de Novossibirsk en Sibérie, et qui héberge une souche de la variole.

On regrettera seulement que l'ouvrage ait fait le choix d'une organisation alphabétique simplifiée, sans appliquer de filtre thématique, et donc valoriser la richesse du contenu. L'effort de l'auteur qui n'omet aucun détail dans la description des dynamiques à l'œuvre doit pourtant être loué. En offrant un consistant outil intellectuel, ce livre constitue un manuel de géopolitique indispensable pour les étudiants et tous ceux qui travaillent sur l'espace eurasiatique.

Florian Vidal

politique étrangère



Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier+numérique ou e-only



TARIFS 2021

► S'abonner à la revue

		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	80,00 €	100,00 €
	e-only	65,00 €	80,00 €
Institutions	papier + numérique	175,00 €	195,00 €
	e-only	130,00 €	150,00 €
Étudiants**	papier + numérique	70,00 €	75,00 €
	e-only	50,00 €	55,00 €

* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue

	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	23,00 €
Numéro antérieur à 2014	20,00 €
TOTAL DE MA COMMANDE		 €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : [] [] [] [] Ville : Pays :

Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/____

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 800 500

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traite vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à infos@dunod.com, sous réserve de justifier de votre identité à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>



ARMAND COLIN